



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 37 – 24 novembre 2021

En bref

Le Mexique se classe au huitième rang mondial pour la concentration des richesses. Selon l'étude de McKinsey & Co sur « The rise of Global balance sheet : How productively are we using our wealth », le Mexique et neuf autres pays représentent 60% de la richesse mondiale. Il est à égalité avec le Japon, qui dispose de 3 000 Mds USD. La Chine se place en tête de liste, avec 120 000 Mds USD en 2020. Par ailleurs, les trois pays membres T-MEC figurent sur la liste.

LE CHIFFRE À RETENIR

+7,05%

L'inflation au Mexique sur la première moitié de novembre.

Zoom sur le Panama et la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme : La loi sur les bénéficiaires en passe d'être appliquée ?

Le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) travaille actuellement à la rédaction d'un règlement d'application de la loi relative à la création du registre des bénéficiaires finaux, approuvée en mars 2020. La nouvelle secrétaire de la Commission nationale de lutte contre le blanchiment d'argent (CNCB), Isabel Vecchio, espère commencer rapidement la première phase de remplissage du registre, rappelant que la création d'un tel registre est devenu un prérequis international à la transparence. La création d'un tel registre est également pour le Panama une action nécessaire à entreprendre afin de sortir des listes fiscales. Rappelons qu'en octobre 2021, le GAFI a fortement recommandé au Panama de se mettre le plus vite possible en conformité avec

le plan d'action GAFI de 2019. L'échéance de février 2022 (date de la prochaine réunion GAFI) pourrait être décisive pour le Panama.

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 24 novembre, le Mexique enregistrait 293 186 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit + 0,55% en une semaine. 3 872 263 cas confirmés ont été enregistrés (+ 0,55% en une semaine). Au 24 novembre, 58,38% de la population mexicaine a reçu au moins une dose de vaccin.

2 FINANCES PUBLIQUES

L'Institut mexicain des comptables publics (IMCP) estime qu'en 2022, les autorités fiscales se concentreront sur les contrôles fiscaux afin d'augmenter les recettes fiscales. L'institut a donc recommandé aux contribuables de se mettre à jour afin d'éviter d'être pénalisés par l'annulation de leur timbre fiscal. Les recettes supplémentaires attendues par les Services de l'administration fiscale (SAT) pour l'année prochaine s'élèveraient à 411,5 Mds MXN (soit 20,57 Mds USD).

Un an après son annulation, le gouvernement mexicain a rétabli les droits de douane sur les produits sidérurgiques importés, dans le but de stimuler la reprise de l'industrie après la crise du COVID-19. Le ministère de l'économie a décrété le rétablissement des droits de douane de 15% sur plus de 100 produits sidérurgiques importés, y compris l'acier laminé, les tubes et les tiges, en raison de la nécessité de soutenir la compétitivité de l'industrie nationale face aux produits importés. Le tarif restera en vigueur jusqu'au 29

juin 2022. Dès juillet 2022, un processus d'élimination progressive commencera, pour aboutir à l'exemption de la taxe en octobre 2024 pour la plupart des articles. Les autres articles demeureront imposés à un taux compris entre 7 et 5%.

Le FMI a approuvé vendredi dernier le renouvellement pour deux années supplémentaires de la Ligne de crédit flexible (LCF) pour le Mexique, destinée à la prévention des crises, pour un montant d'environ 50 Mds USD. Le pays bénéficie de cet avantage depuis 2009, mais a progressivement réduit les montants demandés. Cette fois-ci le montant est inférieur de 61 Mds USD à l'accord d'il y a deux ans. Les autorités mexicaines ont indiqué leur intention d'attribuer un caractère de précaution à cette nouvelle ligne de crédit.

3 ECONOMIE

La reprise de l'activité économique au Mexique s'intensifie en octobre 2021 grâce à la bonne performance du secteur des services. Selon les résultats du nouvel indicateur conjoncturel de l'activité économique (ICAE), l'indicateur global de l'activité économique (IGAE) aurait augmenté de 0,59% au cours du dixième mois de l'année par rapport au mois précédent. Il s'agirait de sa plus forte croissance depuis mars dernier, où il avait enregistré une hausse de 2,25%. En outre, ce résultat fait suite à une augmentation de 0,29% en septembre, selon les données de l'Institut national de la statistique et de la géographie (Inegi). Une progression mensuelle de 1,3% a été enregistrée pour les activités secondaires, tandis que les activités tertiaires auraient augmenté de 2% par rapport à septembre.

L'inflation atteint son niveau le plus élevé depuis 20 ans sur la première moitié de novembre. Elle s'élève ainsi à 7,05%, bien au-dessus de la fourchette cible de Banxico pour la 17^{ème} quinzaine consécutive. L'indice a été stimulé par la fin du programme de tarification de l'électricité en novembre. De manière désagrégée, les prix des services ont augmenté de 3,85%, tandis que la hausse des prix des marchandises a été de 7,04%. Dans le même temps, les prix des produits agricoles ont affiché une variation de 12,47%, tandis que ceux de l'énergie ont crû de 11,15%.

Aussi, l'inflation moyenne annuelle en 2021 clôturerait à 7% g.a., selon le consensus des analystes privés consultés par Citibanamex. Cela représenterait une augmentation de 30 points de base par rapport à l'enquête menée il y a quinze jours.

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) a mis à jour les prix maximums du GPL pour la semaine du 21 au 27 novembre, révélant une baisse des tarifs allant jusqu'à 44 centimes. Pour la ville de Mexico, le prix maximum par kilogramme de GPL (gaz liquéfié) a été fixé à 24,31 MXN, contre 24,75 MXN la semaine précédente.

Les récentes pressions inflationnistes, ainsi que la normalisation de la politique monétaire aux Etats-Unis par la Fed seront les deux principaux défis que devra relever Banxico en 2022, selon le gouverneur de l'institution Alejandro Diaz de Leon. Si ces deux facteurs devaient se produire en même temps, cela pourrait engendrer une aversion au risque, voir un réarrangement des portefeuilles d'investissement et probablement des sorties de capitaux des économies émergentes.

Victoria Rodriguez Ceja pourrait être la première femme à diriger la Banque du Mexique. L'actuelle sous-secrétaire aux dépenses sera proposée par le président AMLO comme gouverneur de la Banque du Mexique, pour succéder à l'actuel gouverneur, Alejandro Díaz de León, qui terminera son mandat le 31 décembre prochain. Diplômée en économie de l'Instituto Tecnológico y de Estudios Superiores de Monterrey (ITESM), elle a travaillé dans le domaine des finances publiques, et a été impliquée dans les questions budgétaires, financières et de gestion de la dette. Cette nomination a généré de l'incertitude sur les marchés (forte dépréciation du MXN) après que le président ait décidé de ne plus présenter Arturo Herrera. Les analystes s'inquiètent notamment du manque d'expériences de la candidate en matière de politique monétaire. Celle-ci devra rassurer les marchés en assurant que l'indépendance de la Banque centrale sera maintenue.

Le risque pays a atteint son niveau le plus haut depuis 8 mois en raison de la forte inflation et des politiques économiques récentes. Mercredi matin, le CDS (*credit default swap*) à cinq ans s'élevait à 110,67 points, soit une hausse de 6,9 % par rapport au jour précédent et son niveau le plus élevé depuis le 31 mars, selon Bloomberg. Il s'agit d'un instrument de couverture contre les défauts de paiement.

En novembre la Banque du México (Banxico) a lancé le billet de 1 000 pesos, qui rend hommage à la révolution mexicaine. Banxico a déclaré que 45 millions de billets ont déjà été imprimés.

La reprise des Investissements Directs à l'Étranger (IDE) s'accélère sur la fin de l'année. Le Mexique a notamment attiré 24,8 Mds USD d'IDE de janvier à septembre 2021. Cela représente une augmentation annuelle de 5,7%. Toutefois, cette

hausse demeure inférieure aux chiffres enregistrés sur les trois premiers trimestres de 2019 (26,1 Mds USD). Les activités industrielles, où se concentrent la plupart des investissements étrangers au Mexique ont connu une reprise de 25,9% g.a. des flux entrants, grâce à de fortes progressions dans l'industrie manufacturières (18,5%) et l'exploitation minière (167,8%). En revanche, les secteurs de la construction, et de l'électricité et de l'eau ont subi de fortes baisses, respectivement de 63,7% g.a. et 37,8% g.a.. Les IDE agricoles ont quant à eux enregistré une augmentation de 77% g.a.. Les États-Unis demeurent la principale source d'IDE pour le Mexique, avec 49,6% du total d'IDE, suivis par l'Espagne (10,7 %), le Japon (6,3 %), l'Allemagne (5,3 %) et le Canada (5,2 %).

Les grandes villes mexicaines ne sont pas compétitives selon le rapport IMCO. Les villes comme Monterrey, Guadalajara, Mazatlán, Los Cabos, Piedras Negras et la vallée de Mexico se sont distinguées par leurs performances dans le dernier indice de compétitivité urbaine 2021. Toutefois, malgré leurs scores élevés, aucune d'entre elles n'a obtenu un indice de compétitivité élevé, atteignant seulement un niveau "adéquat". En effet, 65% des villes évaluées ont une compétitivité moyenne-haute ou moyenne-faible, 17% d'entre elles ont une compétitivité faible ou très faible. Aucune ville ne présente une compétitivité élevée. La pandémie de COVID-19 a notamment affecté les niveaux de compétitivité des villes mexicaines. Selon le rapport, les dommages ont été particulièrement visibles pour les indicateurs économiques, sociaux et éducatifs. Une baisse généralisée des indicateurs de financement et d'investissement a été observée. En revanche, les sous-indices de la criminalité et de la connectivité se sont largement améliorés.

AMLO cherche un accord avec les entreprises pour augmenter à nouveau le salaire minimum.

Celui-ci a déjà été augmenté à plusieurs reprises et atteint désormais 141,7 MXN (soit environ 6 EUR). En prévision de la prochaine session de la Commission nationale du salaire minimum, le président a lancé un appel pour qu'un consensus soit trouvé avec le secteur privé afin d'obtenir une nouvelle augmentation du salaire minimum en 2022. Cependant, il n'a pas détaillé le pourcentage d'augmentation prévu. Le secteur privé anticipe quant à lui une nouvelle augmentation de 25% pour l'année prochaine.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Le Mexique pourrait cesser d'être une destination d'investissements s'il ne s'engage pas dans la transition énergétique vers les énergies renouvelables, a déclaré Francisco Garza, président et directeur général de General Motors Mexique. Lors de sa participation à la 49ème convention nationale de l'IMEF, il a indiqué qu'un cadre juridique axé sur les énergies propres doit être mis en œuvre, sans quoi son entreprise arrêterait ses activités dans le pays. Il souligne que General Motors poursuivra son objectif de prendre soin de l'environnement, car les investissements qu'elle réalise sont pensés à moyen terme et, comme elle, de nombreuses entreprises fondent leur stratégie sur l'avenir. Sans transition énergétique, le Mexique pourrait ainsi manquer l'occasion d'attirer de nouveaux investissements.

Le gouvernement va à nouveau autoriser les entreprises privées à importer et exporter des hydrocarbures. Le Ministère des Finances et du Crédit Public (SHCP) a publié ce mardi au Journal Officiel de la Fédération (DOF) une résolution qui rétablit la possibilité pour tout particulier, et non seulement Petróleos Mexicanos (Pemex) et la Commission Fédérale d'Electricité (CFE) de demander et d'obtenir l'autorisation d'importer et d'exporter des hydrocarbures et des produits

pétroliers. Cette règle avait été modifiée le 11 juin dernier par le Service de l'administration fiscale (SAT) afin que seuls Pemex et la CFE puissent échanger du pétrole brut, du gaz naturel, des produits pétroliers et d'autres minéraux. La Chambre mexico-américaine avait notamment exprimé ses préoccupations aux autorités mexicaines à ce sujet, estimant que ce changement de régulations affecterait gravement le secteur de l'énergie, les projets d'infrastructures, ainsi que la compétitivité et l'intégration de l'Amérique du Nord, car elle irait à l'encontre des principes du traité entre le Mexique, les États-Unis et le Canada (T-MEC).

5 ACTUALITES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

La Chambre des députés valide un budget 2022 avec un budget agricole en hausse. Les programmes du Ministère de l'agriculture recevront 5,1% de plus qu'en 2021. Le budget agricole demeure néanmoins très en deçà de celui qui prévalait dans la précédente administration. Le programme d'agroforesterie « Sembrando vida » reste de loin le principal programme de l'Etat destiné aux (petits) agriculteurs, mais il est hors budget agricole car géré par le Ministère du bien-être.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 24/11/2021
Bourse (IPC)	-0,39%	+20,49%	50 848,04 points
Taux de change USD/MXN	+1,97%	+6,87%	21,21
Taux de change EUR/ MXN	+2,69%	+1,49%	24,00
Prix du baril mexicain	-1,69 %	+75,55%	74,39

Amérique centrale

1. Région

Le Bureau régional de liaison des renseignements (RILO), organisme renforçant l'analyse des données pour limiter les risques douaniers, possèdera son siège au Guatemala. La Surintendance de l'Administration Fiscale (SAT) et l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD) ont signé un accord pour l'établissement du RILO d'Amérique Centrale dans la capitale guatémaltèque. Ses principales fonctions seront de coordonner les opérations régionales, de produire des bulletins de renseignement, d'agir en tant que point focal régional et mondial, de faciliter l'échange d'informations, de coordonner l'utilisation des plateformes et de développer les capacités de renseignement.

2. El Salvador

Le gouvernement a proposé au Congrès une initiative de loi susceptible de porter atteinte aux libertés des agents étrangers. L'initiative prévoit la création d'un registre des organisations ou des personnes dont les activités dans le pays répondent à ou sont financées directement ou indirectement par un acteur étranger. Une taxe de 40% des financements est prévue et des peines de prison pourront être ordonnées. Le gouvernement justifie cette mesure par le besoin d'« informer les citoyens des acteurs étrangers visant à influencer l'opinion publique ». Plusieurs pays ont critiqué cette proposition de loi, demandant sa révision par le Congrès.

Lors de la première Bitcoin Week organisée au Salvador, le Président Bukele a annoncé la prochaine émission d'une crypto-obligation de 1 Md USD, dont la moitié servira à l'acquisition de bitcoins pour le compte de l'Etat et le solde à la construction des prémices d'une ville baptisée

Bitcoin City, quasiment sans fiscalité et fondée notamment sur le minage de cryptomonnaies.

Cette nouvelle ville devrait être construite au pied du volcan Conchagua, lui permettant de profiter d'une alimentation en énergie issue de la géothermie. Le FMI a annoncé dans la foulée que ces annonces n'avaient pas été pris en compte lors de la mission d'évaluation récente de l'institution sur les fondamentaux économiques du pays (revue Article IV), ajoutant un degré d'incertitude sur la bonne conclusion d'un accord de soutien financier.

3. Guatemala

Le Congrès a approuvé le budget 2022 de 13,6 Mds USD (106 Mds GTQ), 297 MUSD de plus que le budget initialement proposé par le gouvernement. 68% du Budget servira aux dépenses courantes, 17% iront en investissement et 14% financeront le service de la dette (composée à 87% de dette interne). Parmi la hausse octroyée par le Congrès, le budget des Conseils départementaux a connu une hausse de 20% (+69 M USD) justifiée par l'organe législatif pour réaliser des projets d'eau, d'assainissement, de drainage et d'éducation dans le but d'atteindre les objectifs fixés du grand projet national pour la nutrition. Par ailleurs, le Budget 2022 est 2,3% inférieur au budget en vigueur.

Selon une étude du cercle de réflexion américain Global Financial Integrity (GFI), la corruption atteint au Guatemala 3,9 Mds USD (30 Mds GTQ) par an. Regroupant secteur public et privé, ce chiffre représente 5% du PIB 2020 et l'équivalent des budgets cumulés de l'éducation, de la gouvernance, du développement social et du travail. Les fausses factures, contrats préférentiels, salaires fictifs et contrats fantômes représentent les principaux outils de corruption. Avec 13,6 Mds USD pour l'Amérique centrale, la corruption représente la deuxième activité financière illicite derrière le trafic de drogue et touche autant le secteur public que privé.

Le Congrès a approuvé le projet de construction de l'autoroute Escuintla – Puerto Quetzal, devenant le premier projet APP de l'histoire du pays. L'investissement total s'élève 78 MUSD (600 MGTQ) pour la réhabilitation et l'exploitation de ce tronçon d'autoroute de 42 km reliant un pôle logistique du sud de la capitale au deuxième port du pays. Après plusieurs revendications des maires de villes attenantes, le consortium Convia a annoncé un programme d'exonération auprès des populations locales leur permettant de payer un ou deux quetzales contre quinze de frais de péage pour les usagers normaux.

4. Honduras

Le Ministre des finances a annoncé que l'investissement public avait atteint 473 MUSD (11,4 Mds HNL) sur les neuf premiers mois de l'année, en hausse de 48% g.a. Le programme *Vida Mejor* permettant aux familles de bénéficier d'un soutien de 4 300 USD pour la construction de leur maison concentre 25% des investissements, suivi par les dépenses routières avec 78,8 MUSD et les programmes de l'agence pour l'investissement *Invest H* (49,8 MUSD). Le ministère prévoit par ailleurs des dépenses d'investissement public pour 2021 supérieures à la période pré-pandémie, notamment dues à la reconstruction suite au passage des ouragans Eta et Iota.

5. Nicaragua

France vétérinaire International a finalisé sa seconde mission d'expertise délivrée aux inspecteurs sanitaires des produits de la pêche et de l'aquaculture. Cette coopération, menée avec la Chambre de pêche nicaraguayenne grâce au concours de la Chambre de commerce franco-nicaraguayenne a permis la formation d'une vingtaine d'agents locaux aux normes réglementaires et sanitaires pour l'exportation de langoustes en Europe. La France est le premier

importateur de langoustes nicaraguayennes au sein de l'UE.

Le Nicaragua a annoncé son retrait de l'Organisation des Etats Américains (OEA). Le ministre des affaires étrangères nicaraguayen a dénoncé une ingérence répétée de l'OEA dans les affaires internes et notamment les élections présidentielles de début novembre. Les opposants regrettent eux une mesure isolant d'autant plus le Nicaragua, notamment avec leurs partenaires économiques majeurs que sont les Etats-Unis et le reste de l'Amérique centrale.

6. Panama

Boom de la consommation au Panama. La consommation interne au Panama semble reparti à la hausse en 2021 et témoigne d'une reprise de la croissance dans divers secteurs économiques. Un rapport de l'Institut national de statistiques (INEC) montre des augmentations significatives de la consommation des ménages dans plusieurs secteurs économiques (automobile, activité bancaire, énergie, ...). De manière plus spécifique, les chiffres de l'INEC indiquent que l'inscription de voitures neuves au registre unique des véhicules panaméens connaît une variation positive de +88,2% sur l'année 2021. De son côté, l'activité bancaire également connaît une augmentation de sa demande de crédits, avec une augmentation du portefeuille total de prêts de 1,7% sur la fin de l'année 2021. Néanmoins, on remarque aussi, et dans le même temps, une augmentation des dépôts de 2,5%, les ménages cherchant à se prémunir d'une éventuelle nouvelle crise par la constitution d'une potentielle épargne de précaution. La consommation d'électricité également reparti à la hausse, supportée notamment par une augmentation significative de la production d'électricité renouvelable de 24,5% (à l'inverse la production d'électricité thermique a chuté de 35,8%). L'augmentation de la consommation

d'énergie engendre par conséquent une augmentation naturelle de la facture d'énergie pour les ménages, de l'ordre de 5% (portée principalement par la demande des commerces, industrie et administrations publiques).

La BCIE soutient le secteur énergétique panaméen. La BCIE, banque centraméricaine d'intégration économique, soutiendra le secteur de l'énergie au Panama par l'intermédiaire d'une « coopération technique non remboursable » d'un montant de 18 900 USD. Cette coopération technique est notamment destinée à aider l'Etat panaméen à définir et formuler sa Stratégie d'innovation du Système Interconnecté National (SIN), dont l'objectif est de développer le secteur énergétique. Cette stratégie inclura également les énergies renouvelables dans le réseau de fourniture électrique du pays. Le but de la BCIE est de soutenir financièrement le développement d'un secteur énergétique panaméen accessible et soutenable.

La dette publique dépasse les 40 Mds USD fin 2021. Depuis 2017, la trajectoire de la dette publique est en constante augmentation, passant de 23,4 Mds USD en 2017 à 40,1 Mds USD au 31 octobre 2021. Entre 2020 et 2021, la dette publique a connu une augmentation de 4,4 Mds USD. La tendance haussière de la dette s'explique principalement par une augmentation des dépenses publiques relatives aux opérations de l'appareil d'Etat (notamment salaires des fonctionnaires). Entre janvier et septembre 2021, les dépenses de fonctionnement du gouvernement central s'élevaient à 6,9 Mds USD, **soit 15,8% de plus qu'en 2020**. La relance économique devrait néanmoins permettre de stabiliser la relation dette/PIB, voire de la réduire légèrement, après que celle-ci ait atteint près de 70% du PIB, soit loin de l'objectif des 40% imposé par la loi de responsabilité budgétaire. Tant les économistes, que certains acteurs de l'économie panaméenne questionnent aujourd'hui la qualité

de la dépense publique, et recommandent à l'Etat de favoriser davantage l'investissement public.

7. Costa Rica

Adoption du budget 2022. L'Assemblée Nationale costaricienne a approuvé en premier débat le budget 2022, qui connaît une augmentation de 1,82% par rapport à celui approuvé pour l'année budgétaire 2021. Le montant des dépenses publiques pour 2022 atteindra 11,5 Mds de colons (soit l'équivalent de 18 Mds USD), celles-ci seront financées à 53% par des revenus courants (impôts notamment) et à 47% par de l'endettement. Les dépenses de fonctionnement, notamment le paiement des salaires, connaissent une réduction de 0,3% par rapport à 2021. Il est à rappeler que l'autorisation d'engagement des dépenses qui court du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022, ne sera mise en œuvre par le Gouvernement Carlos Alvarado que jusqu'en mai 2022, compte tenu des élections présidentielles à venir.

Caraïbes

1. Cuba

Une nouvelle centrale électrique flottante arrive à Cuba. Le Port de Mariel (40 km de La Havane) a accueilli, le 19 novembre, une nouvelle centrale électrique flottante d'origine turque. D'une capacité de 130 mégawatts, le « navire » devrait alimenter en électricité le réseau cubain, et ce, en vertu d'un accord signé en 2019 avec la société turque Karadeniz Holding (société mère de Karpowership). Cette centrale est la

deuxième à arriver à Cuba. En effet, une première centrale électrique flottante turque avait été mise en place en 2019 afin de fournir le système électrique national pendant 4 ans. Cuba est le premier pays en Amérique latine à bénéficier de ce type de contrat de fourniture de centrales thermiques flottantes de Karpowership.

Le système bancaire cubain en chiffre. Le système bancaire cubain intègre actuellement 9 banques commerciales, 12 institutions financières non bancaires et 9 bureaux de représentation de banques étrangères à Cuba. D'après la Banque Centrale de Cuba, le pays compte actuellement plus de 1 200 succursales, 890 distributeurs (*dont 136 seraient totalement obsolètes*) répartis dans 55 municipalités, ce qui s'avère largement insuffisant, et près de 11,2 millions de cartes bancaires en circulation, dont plus de 2 millions émises en 2021. Suite à la mise en place de la réforme monétaire et dans un contexte de confinement en raison de la crise sanitaire, le commerce électronique, y compris les opérations de banque à distance, a été multiplié par 3 (49 millions d'opérations en 2020 contre 160 millions en 2021). Mi-novembre, 71 % des opérations se sont effectuées de manière électronique contre uniquement 19% en 2019 et 12% en 2017.

Premiers résultats du Fonds public de développement agricole. Le 1^{er} septembre 2021, la Banque Centrale de Cuba a lancé un Fonds de développement agricole, doté de 1.800 millions de pesos (soit 65 M€¹), à la disposition des entreprises et coopératives agricoles cubaines afin de renforcer leurs capacités de production d'aliments. A ce stade 287 producteurs agricoles publics et privés cubains ont été bénéficiaires de financements d'un montant total de 735 millions de pesos (26 M€).

¹ Conversion au taux officiel cubain du 24/11/2021 : 1€= 27,55 CUP

2. Haïti

Le Premier ministre haïtien Ariel Henry a procédé ce 24 novembre 2021 à un remaniement de son gouvernement après des semaines de négociations avec les partis de l'opposition. Il a appelé à renforcer le « front commun contre l'insécurité » des gangs qui dominent la capitale. Huit nouveaux ministres ont été nommés. Ariel Henry endossera, en plus de sa charge de chef du gouvernement, le portefeuille des ministères de la Culture et de la Communication. Les titulaires des ministères de l'Economie et des Finances ; du Commerce et de l'Industrie ; du Tourisme sont maintenus à leurs fonctions.

3. République Dominicaine

Le ministre de l'industrie et du commerce, Víctor Bisonó, a annoncé le projet de création d'un Institut dominicain du caoutchouc et du plastique à la suite d'un accord entre la Colombie et la République dominicaine. Ce dernier prévoit une impulsion majeure dans le domaine du recyclage des matières plastiques dans les deux pays. L'institut dominicain devrait être opérationnel au cours du premier semestre 2022.

Le président Luis Abinader a annoncé qu'il attendait d'ici le second semestre 2022 un investissement considérable dans le secteur de la technologie pharmaceutique et de la santé. Il a indiqué prévoir par décret la promotion du tourisme de santé, ainsi que la construction de nouveaux laboratoires pharmaceutiques.

Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 24/11/2021</i>	Pourcentage de la population vaccinée <i>Dernières données disponibles</i>
Costa Rica	566 296 <i>Décès : 7 280</i>	75,12% <i>(24/11)</i>
Cuba	961 458 <i>Décès : 8 299</i>	89,56% <i>(22/11)</i>
Guatemala	615 725 <i>Décès : 15 870</i>	31,77% <i>(23/11)</i>
Haïti	24 974 <i>Décès : 723</i>	1,02% <i>(19/11)</i>
Honduras	377 712 <i>Décès : 10 401</i>	39,63% <i>(19/11)</i>
Jamaïque	90 905 <i>Décès : 2 365</i>	21,99% <i>(24/11)</i>
Nicaragua	17 152 <i>Décès : 212</i>	57,33% <i>(19/11)</i>
Panama	476 611 <i>Décès : 7 358</i>	68,50% <i>(24/11)</i>
El Salvador	118 041 <i>Décès : 3 764</i>	67,68% <i>(24/11)</i>
République dominicaine	404 754 <i>Décès : 4 195</i>	62,57% <i>(23/11)</i>

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs : SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : <https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/>